



## Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Dossier 8 | 2006

Méthodologies et pratiques territoriales de l'évaluation  
en matière de développement durable

---

# Les unités pastorales du Sahel sénégalais, outils de gestion de l'élevage et des espaces pastoraux

Projet durable ou projet de développement durable ?

Abdrahmane Wane, Véronique Ancey et Basile Grosdidier

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/3292>

DOI : 10.4000/developpementdurable.3292

ISSN : 1772-9971

### Éditeur

Association DD&T

### Référence électronique

Abdrahmane Wane, Véronique Ancey et Basile Grosdidier, « Les unités pastorales du Sahel sénégalais, outils de gestion de l'élevage et des espaces pastoraux », *Développement durable et territoires* [En ligne], Dossier 8 | 2006, mis en ligne le 04 janvier 2013, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/3292> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.3292>

---

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.



*Développement Durable et Territoires* est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

---

# Les unités pastorales du Sahel sénégalais, outils de gestion de l'élevage et des espaces pastoraux

Projet durable ou projet de développement durable ?

Abdrahmane Wane, Véronique Ancey et Basile Grosdidier

---

- 1 Au Ferlo (zone sahélienne couvrant environ  $\frac{1}{4}$  de la superficie du Sénégal), le mode de vie majoritaire est le système de production pastoral, caractérisé par plusieurs régimes de mobilité et l'accès partagé aux ressources fourragères et hydriques. D'un côté, cela n'intéresse pas beaucoup les politiques de développement : en effet la question d'un élevage durable dans la zone agrosylvopastorale n'est pas au centre des préoccupations étatiques, sans doute parce que le Sénégal a des ambitions économiques plus diversifiées que la plupart des pays subsahariens. D'autre part, la diversité de ses paysages l'expose moins au souci du contrôle des ressources (à travers les pâturages) que d'autres pays plus monotones.
- 2 D'un autre côté, cependant, le contrôle des revenus de cette activité est un enjeu autant politique (prouver la modernité à travers des résultats techniques, contrôler la gestion du territoire) qu'économique (réduire les dépenses d'importation de lait en poudre).
- 3 L'objet de cette contribution est, à travers une étude de cas au Ferlo, d'examiner la généralisation des unités pastorales du Papel en tant qu'instrument de gestion des ressources inspiré d'expériences menées au Sénégal Oriental dans les années 80 et mis en place depuis une dizaine d'années dans la zone sylvopastorale ; et interroger le rôle qu'elle peut jouer en fonction des évolutions du contexte et des réalités de terrain.
- 4 La méthode suivie pour mener cette étude a consisté à rassembler les éléments de connaissance disponibles sur le schéma généralisé par le projet, à les rapporter au contexte historique, écologique et économique régional du pastoralisme ; à enquêter au sein de trois UP (Vélingara, Téssékéré et Thiel) choisies pour leur accessibilité, la durée d'application des plans de gestion et la variété de leurs moyennes pluviométriques ; enfin, à interroger les critères de reconduction des interventions et l'impact de ces réorganisations sur la vie pastorale.

- 5 Le premier point de cet article rappelle les contextes, variés et changeants, de la mobilité sur laquelle repose la durabilité du pastoralisme au Ferlo. Le deuxième point présente les étapes de la réactualisation des unités pastorales dans les années 90, et les références théoriques et pratiques auxquelles renvoie, explicitement ou pas, cette évolution institutionnelle. Le troisième point apprécie la cohérence et la pertinence de la généralisation annoncée de cet outil de gestion dans le contexte incertain du Ferlo.

## 1. Les conditions de la durabilité pastorale

- 6 Le mode de vie et le système de production pastoral ont duré au Ferlo en adaptant les régimes de mobilité (petite et grande transhumance) aux variations de contexte écologique, technologique et foncier.

### 1.1 Diversité des contextes et des mobilités :

#### 1.1.1 Les formes de mobilité et les milieux

- 7 L'espace habité et parcouru par les pasteurs transhumants au Sénégal ne se réduit pas au « Ferlo », espace sableux dunaire, qui désigne parfois abusivement toute la zone pastorale, vaste de plus de 60 000 km<sup>2</sup> (1/3 du pays) entre la vallée du fleuve jusqu'aux franges du bassin arachidier. En réalité les pasteurs distinguent les espaces du Fuuta, du Djoloff, du Cayor, du Ferlo, par de multiples critères, dont la pluviosité n'est que l'élément le plus grossier : un transect allant de moins de 300 mm de pluies annuelles en moyenne à l'extrême nord, à plus de 400 mm au Sud. Certes, cette caractéristique contribue à expliquer que le Nord, plus aride, est une zone quasi exclusivement pastorale. C'est également une zone de départ massif des transhumants en saison sèche. Le Sud, plus arrosé, est à la fois un espace agro-pastoral où certains éleveurs cultivent de plus en plus le mil et parfois l'arachide, une zone de déplacements locaux autour des forages, et une zone d'accueil pour les pasteurs d'horizons plus lointains : Peuls transhumants du nord en saison sèche, Sérères du Sud (Saloum) au moment des mises en cultures. Il s'agit là de déplacements annuels sur des centaines de km.
- 8 Mise à part l'adaptation aux pluies, les systèmes d'élevage du Ferlo ont jusqu'à présent accompagné les nombreux et profonds changements de leur environnement. Au Sud du fleuve, dans le *Jeeri* sablonneux et enclavé, les forages creusés dès les années 50, ont créé des aires de desserte permanente, dans lesquelles la majorité des éleveurs ont réorganisé leurs parcours de saison sèche, abandonnant les anciennes transhumances vers la vallée du fleuve au profit d'un déplacement saisonnier de plus faible rayon (Barral, 1982). Dans la vallée du fleuve et plus largement dans la partie *waalo* du Ferlo, ils ont dû s'adapter à une véritable révolution agricole. Certains d'entre eux se sont davantage impliqués dans l'agriculture irriguée, voire dans l'agro-industrie (Tourrand, 1993).
- 9 A une échelle plus grande, les ensembles écologiques composés par les substrats et les unités de végétation s'approchent davantage des unités significatives pour les chercheurs en écologie : *seeno* (sol sableux, épineux), *sangre* (sol latéritique, dominance de *Pterocarpus lucens*, *canj*, *pl sangré*), *baljol* (sol argileux, végétation arbustive plus fournie et plus diversifiée). Une unité de paysage de cette sorte oriente les déplacements quotidiens des troupeaux et les choix d'installation privilégiée des campements (Diouf, 2000). Enfin, dans la zone la plus méridionale, vivent toujours des pasteurs transhumants

mais aussi des agro-pasteurs installés toute l'année et limitant leurs déplacements d'une aire de desserte de forage à une autre (environ 30 Km).

- 10 Les régimes de mobilité dans toute la zone sont donc multiples et surtout très flexibles ; prompts à être adaptés aux opportunités et aux contraintes saisonnières, qu'elles soient climatiques, économiques ou foncières (Sy, 2003). C'est cette souplesse, autant que la diversité des solutions de mobilité adaptées aux milieux, qui fait la viabilité des systèmes pastoraux. Ces formes de mobilité créent des styles différents de gestion des ressources naturelles par les transhumants et les sédentaires.
- 11 En comparant cette diversité à l'approche « UP », nous constatons que le plus souvent, pour traiter de la mobilité, l'approche de recherche-développement se focalise désormais sur les transhumants et dépasse l'approche « gestion de terroirs », ou « gestion de terroirs villageois », qui était centrée sur les sédentaires (Niamir-Fuller, 1998). En effet, en région pastorale, l'unité socio-spatiale concernée par l'accès et la gestion des parcours est souvent plus large que le terroir ou que la communauté.

### 1.1.2 Les formes de mobilité et l'histoire

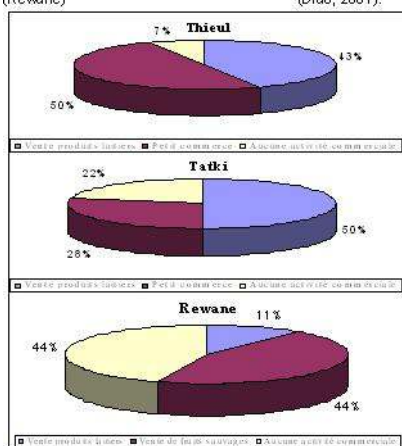
- 12 L'histoire joue également un rôle structurant dans les sous-ensembles de la zone pastorale et, par suite, dans les divers modes de gestion des ressources naturelles. Au Nord du Ferlo, les deux ensembles traditionnels (les Fulbé Jeeri et les Fulbé Waalo), eux-mêmes composés respectivement de 13 et 11 fractions, se sont largement réorganisés sur le territoire pastoral après la transformation des parcours de transhumance. (Touré, 1986).
- 13 Dans le Djoloff, les Jengelbé autour de Dahra sont identifiés comme le lignage le plus anciennement dominant (Dupire, 1970) par leur implantation et leur possession de bétail. Par ailleurs, Maures éleveurs ou commerçants sont présents dans le Nord, agro-pasteurs et transhumants Sérères, Wolofs du Baol, se localisent dans le Sud. Cette population organisée en lignages plus ou moins ordonnés entre eux par des liens historiques et politiques a régulé parcours et séjours suivant des droits prioritaires et de réciprocité qui ont profondément évolué avec les transformations de l'espace sous l'influence du climat, des infrastructures et des compétences foncières.
- 14 Certains de ces parcours relevant d'un droit prioritaire font l'objet d'un interdit : la règle du *huurum* ; cet interdit persiste ici et là dans les mémoires, et est invoqué en tant que règle traditionnelle. La réalité de son application est questionnée par certains travaux (Grenier, 1957 ; Pouillon, 1990). On ne sait pas s'il a un jour été appliqué uniformément dans la région ; en tous cas, dès l'installation des premiers forages, les mouvements se sont réorganisés sans disparaître, même si la maîtrise et l'accès aux ressources se sont modifiés. En rendant les pâturages accessibles toute l'année, les forages ont attiré des éleveurs allochtones, ce qui a affaibli les règles de réciprocité jusqu'alors usitées dans un entourage familial. D'autre part, leur maillage régulier a rendu caducs les interdictions (*huurum*) qui, en contrôlant les parcours, organisaient socialement certaines zones de l'espace agropastoral. Les éleveurs ont constaté rapidement les effets sociaux de cette perte de maîtrise de leur territoire (Dupire, 1957) car l'autorité effective a progressivement avantagé la mise en valeur agricole.

### 1.1.3 L'accroissement des inégalités et la diversité des besoins

- 15 Dans les sociétés pastorales, l'accroissement des disparités de recours face aux crises est un fait constaté et expliqué par plusieurs raisons. Les capacités de réponse des éleveurs vulnérables aux crises successives s'amenuisent. Les mécanismes sociaux et écologiques qui limitaient l'accumulation s'affaiblissent (Sutter, 1987).

**Figure - Activités des femmes**

Du point de vue du « genre »<sup>1</sup>, dans un contexte où s'accroissent la stratification et la concentration des ressources, les droits des femmes d'accéder aux ressources s'érodent (Pointing et Joeles, 1991). Cependant, on observe aussi qu'en situation plus difficile, la participation féminine aux décisions collectives s'accroît corrélativement à l'alourdissement de leurs tâches (Diao, 2001). L'éventail des activités ouvertes aux éleveurs et à leurs femmes varie avec les lieux. Toutes les femmes ayant accès aux ressources laitières interrogées au cours des enquêtes déclarent apprécier ou rechercher les débouchés commerciaux de la traite. La diversité de leurs activités génératrices de revenus varie selon qu'elles vivent en milieu très pastoral ou plus composite (Thiel), près d'un axe goudronné, d'un marché hebdomadaire achalandé, ou au contraire dans un lieu très enclavé (Rewane) (Diao, 2001).



## 1.2 Mobilité et gestion des incertitudes

- 16 La mobilité de l'élevage pastoral est aujourd'hui scientifiquement et politiquement admise à un niveau général (Plan stratégique régional ISRA 1998-2003, Zone sylvo-pastorale, CRPPS) comme une adaptation rationnelle à la variabilité et à la dispersion des ressources (Behnke et Scoones, 1993). L'efficacité des systèmes pastoraux à valoriser les zones arides et semi-arides est aujourd'hui reconnue. Longtemps stigmatisé comme élément dégradateur de l'environnement avec le développement des concepts de « surpâturage », de « désertification » et de « dégradation des sols », le pastoralisme bénéficie d'un retour en grâce par la reconnaissance de sa contribution à la mise en valeur de son environnement. En requalifiant l'environnement des pasteurs en zones arides d'incertain, de variable, d'écosystème en déséquilibre, etc., les contributions majeures de Ellis et Swift (1988), Westoby *et al.* (1989), Behnke, Scoones et Kerven, éd. (1993), Scoones (1999), Ellis (1999) et Perrier (1999), ont aidé à repenser l'écologie des parcours et à chercher à fixer les parts respectives des facteurs climatiques et de l'activité pastorale dans la dégradation de cet environnement pastoral. Par cette démarche, ces auteurs ont avancé une explication des échecs répétés des projets d'élevage qui se sont

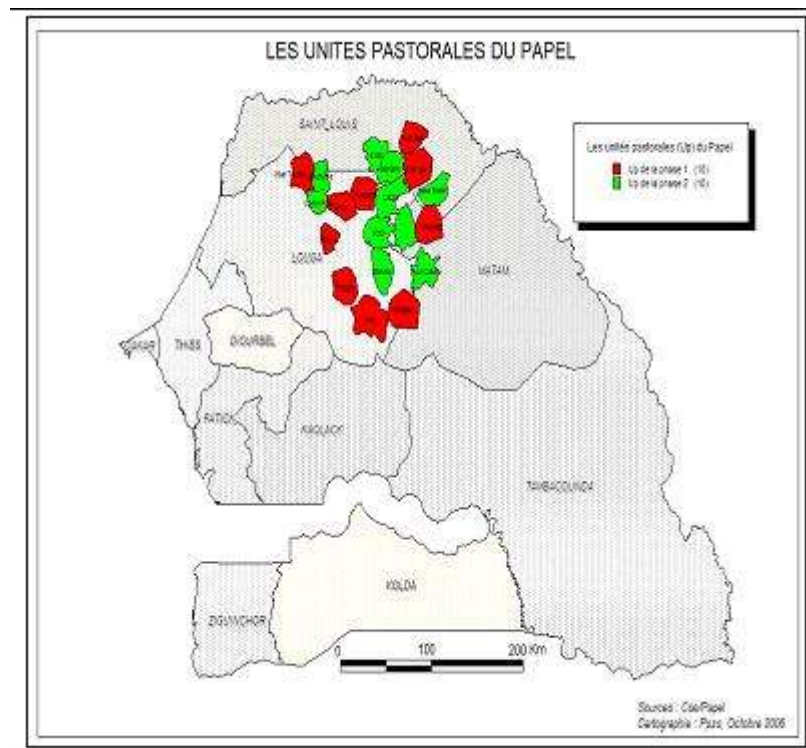
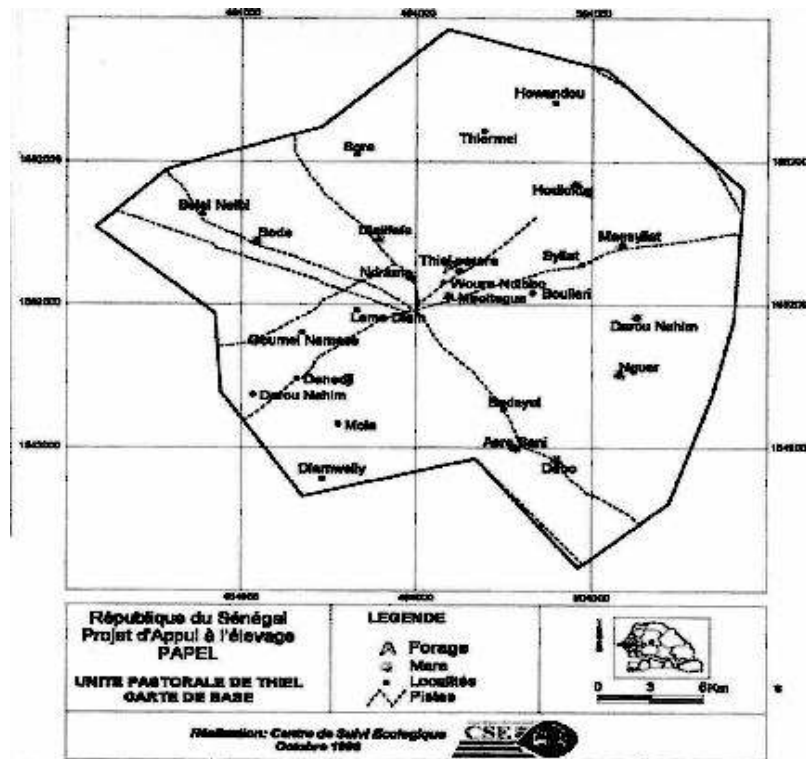
focalisés sur la recherche de solutions « d'équilibre » basées sur l'idée de « capacité de charge ». Leurs contributions ont permis de réhabiliter le pastoralisme en estimant que les stratégies de mobilité mises en œuvre par les pasteurs sont de nature à gérer activement les risques environnementaux..

- 17 Outre les contraintes climatiques, les pasteurs affrontent des incertitudes foncières et économiques auxquelles ils adaptent leurs systèmes de production.
- 18 La gestion des ressources naturelles en contexte incertain (climatique, foncier...) conduit les pasteurs à arbitrer entre les risques : minimiser les risques alimentaires en quittant les zones les plus arides en saison sèche, utiliser la proximité des marchés au cours des transhumances, atteindre et utiliser les meilleurs pâturages. Ces actions peuvent les conduire, souvent en situation de marginalité sociale et/ou légale, à adopter parfois des comportements à risques, tout en minimisant les risques de conflits graves. En ce sens évidemment, la tentative de réguler localement les ressources naturelles, tout en tenant compte de la nécessité de la mobilité, est particulièrement intéressante.
- 19 La première phase du Papel affichait ce souci d'intervenir dans une région jusqu'alors peu investie par les pouvoirs publics, tout en tenant compte des contraintes locales. Les réalisations, dans leurs limites, et justement grâce à leurs limites, composaient un schéma de gestion des ressources, intégré dans diverses formes de mobilité du territoire pastoral.

## 2. Processus de mise en œuvre des unités pastorales et références théoriques

- 20 Une Unité Pastorale (UP) est constituée de « l'espace et de l'ensemble des ressources polarisées par un forage pastoral ». (Faye, 2001)
- 21 Il s'agit pour un ensemble de localités de se partager un même espace pastoral voire agricole et d'exploiter les mêmes points d'eau compte tenu de leurs intérêts économiques et de leurs liens historiques et de voisinage. Les communautés vivant sur une même UP ont des droits prioritaires d'exploitation des ressources au niveau de leur terroir mais également des responsabilités à l'égard de ces ressources (Papel, 2005). L'implantation des UP est censée découler d'une démarche participative auprès des populations concernées. A l'heure actuelle, deux phases de mise en œuvre (1993-2002 et 2003-2007) se sont succédées et ont permis l'implantation de 20 UP (10 par phase).

Figure : Implantation des UP au Ferlo et carte de base de l'UP de Thiel (***CLIQUEZ SUR LE LIEN ANNEXES POUR VOIR LES CARTES***)



- 22 Les UP apparaissent comme un changement organisationnel prônant une modernisation de l'élevage extensif, fondée sur une limitation de la mobilité et une gestion contractualisée des ressources et espaces pastoraux..



- 23 L'implantation des UP dans la zone sylvo-pastorale n'est pas un effet de génération spontanée. Il existe un canevas théorique fourni sur l'édiction de règles de gestion communes des ressources naturelles qui, pendant longtemps, ont fait l'objet d'une utilisation non formellement encadrée. Aussi allons-nous d'abord rappeler brièvement les notions d'apprentissage organisationnel et de gestion active des ressources naturelles, avant de décrire le processus de mise en œuvre des UP.

## 2.1 Canevas théorique sous-tendant la mise en œuvre des UP : entre apprentissage organisationnel et appropriation privée des ressources

- 24 Définir un cadre théorique permettant de conceptualiser les UP au Ferlo devient peu aisé pour les économistes orthodoxes s'enfermant dans la vision commode du mécanisme des prix comme unique outil de coordination. Intégrer la notion de règles dans l'analyse (Leibenstein, 1982 ; Dupuy et al., 1989 ; Young, 1993, 1998 ; Orléan, 2004) laisse subsister un autre problème qui est celui de l'utilisation commune des ressources naturelles, au-delà de ce que prédisait « la tragédie des communs » de Hardin (1968).
- 25 Sur le premier point, la mise en œuvre des UP s'oriente vers la création de nouvelles règles collectives de gestion des ressources pastorales. Cela ne signifie pas que des règles ne préexistaient pas mais les concepteurs des UP effectuent le pari des changements qu'ils souhaiteraient induire. L'évolution entraînée par les UP en zone sylvo-pastorale pourrait illustrer la notion très large d'apprentissage organisationnel (Midler, 1994)<sup>1</sup>. Nous l'analysons comme un processus à travers lequel tout membre ou non d'une organisation mobilise ses capacités de compréhension des règles édictées de manière participative ou non, d'assimilation de ses droits et devoirs, de respect des tâches qui lui sont assignées et dont les comportements sont plus ou moins prévisibles. Levitt et March (1988) assimilent les règles sous-tendant le fonctionnement de toute organisation à des formes de routines. Coriat et Weinstein (1995) ont recours à la même terminologie en opérant une distinction entre routines statiques et routines dynamiques. En observant de près la mise en œuvre des UP au Ferlo, il semble que leurs initiateurs viseraient à faire évoluer des routines présumées statiques (i.e. répétition de pratiques héritées du passé, évocation des « pesanteurs culturelles » dans les fiches de caractérisation des UP) vers des routines dynamiques (incitation à des pratiques nécessitant un apprentissage régulier).
- 26 Le second point porte sur le faux débat déclenché autour de l'article de Hardin (1968) sur les conséquences de l'utilisation commune de ressources partagées. En effet l'article de Hardin ne citait l'exemple pastoral qu'à titre d'illustration ponctuelle de sa thèse, consacrée à la question mondiale des ressources biologiques. Le débat s'est substantiellement transformé avec les travaux sur l'évolution des institutions (Ostrom 1990, 1993) ou sur l'efficacité en milieu régulé ou non régulé (Baland et Platteau, 1997, 1998). Si les issues restent problématiques, la mise au point de Thébaud (2002) établit un cadre conceptuel mieux adapté au pastoralisme sahélien. Elle rappelle que « le pastoralisme repose sur un faisceau de droits s'exerçant sur des ressources généralement dispersées, hétérogènes et aléatoires ». Néanmoins l'utilisation commune des ressources naturelles continue de poser des problèmes de formalisation conceptuelle aux décideurs politiques. Le fait qu'il n'y ait pas de droit de propriété (ou d'usage) exclusif définissant l'accès aux ressources tend à brouiller les prérogatives qui y sont rattachées. Dès lors, la



tentation devient grande de définir des droits de propriété exclusifs afin de fixer les droits et devoirs rattachés à toute forme d'exploitation de ressources qu'elle soit collective ou individuelle. Le concept d'UP illustre une voie médiane, en élargissant la gestion de l'accès à un groupe de résidents. C'est dans ce sens que nous évoquons cette forme d'appropriation collective privée qu'il convient de distinguer d'une appropriation individuelle privée. Dans beaucoup de situations, l'accès des transhumants non résidents dans l'aire de desserte du forage est subordonné à l'accord d'un « comité d'accueil des transhumants » créé par le projet. Dans ses finalités, l'intervention reprend des projets ou politiques existants et ayant visé à réglementer l'utilisation des ressources naturelles, induisant également une tentative de régulation de la mobilité des éleveurs. Parmi les projets implantés au Ferlo, celui conduit par la GTZ (coopération allemande) dans la réserve des six forages se caractérisait dans la première phase de sa longue existence (12 ans) par la recherche d'un équilibre entre les pâturages disponibles et les taux de stockage de fourrages, avec des périmètres pastoraux organisés selon une gestion collective. Or, l'évaluation de la première phase de ce projet (Thebaud *et al.* 1995), a abouti à des conclusions plutôt défavorables à une gestion organisée en périmètres pastoraux. Cette expertise a recommandé la reconnaissance du pastoralisme comme forme de mise en valeur durable et appropriée au contexte incertain du Ferlo.

- 27 Outre ces différents constats, notre curiosité reste suscitée par ce que le Papel propose de novateur pour généraliser le concept d'UP dans le contexte du Ferlo.

## 2.2 Processus d'implantation des UP comme outil de gestion des ressources et espaces pastoraux du Ferlo

- 28 Face à la concurrence spatiale (forte poussée agricole dans des zones originellement pastorales), les autorités publiques ont tenté d'organiser une gestion des espaces et des ressources naturelles afin de maîtriser une activité économique concernant 47 % du cheptel total, 52 % des pâturages et 55 % de la production de produits finis de l'élevage tels que le lait et la viande (FAO, 1994).
- 29 En pratique, il s'agit de regrouper l'ensemble des campements se trouvant dans la zone d'influence d'un forage (une quinzaine de km de rayon) et partageant le même espace agricole et pastoral, les mêmes points d'eau, ayant des intérêts socio-économiques convergents, pour amener les résidents à mutualiser leurs efforts en vue d'une gestion durable de leurs ressources. Ainsi, leurs aires d'intervention ne coïncident pas forcément avec celles des communautés rurales qui sont pourtant les plus petites unités administratives des collectivités locales.
- 30 Les UP ont émergé au Sénégal oriental dans les années 80 et ont été réactualisées par le Projet d'Appui à l'Élevage (Papel) au Ferlo et ont été adopté par d'autres projets tels que le Projet de Développement Agricole dans le département de Matam (Prodam) et le Programme de Gestion Intégrée des Écosystèmes du Sénégal (PGIES) notamment au nord du pays dans la région de Matam. Le Papel dispose de l'essentiel des financements orientés vers la zone sylvo-pastorale et est financé à hauteur de 85 % par le Fonds Africain de Développement (groupe Banque Africaine de Développement) avec une contrepartie de 15 % de l'État sénégalais. Son objectif principal initialement affiché est de « contribuer durablement à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté au Sénégal »<sup>2</sup>. Le Papel a ciblé deux grandes écorégions du Sénégal : le bassin arachidier et la zone sylvopastorale où l'accent était plutôt mis sur l'amélioration du système extensif

transhumant. Dans cette zone, l'objectif était d'améliorer les systèmes de production en s'appuyant sur une gestion durable des ressources pastorales notamment les pâturages et l'eau (un des objectifs était que 80 % de la population ait accès à l'eau sur un rayon de 7 km). La mise en œuvre des UP requiert des mesures d'accompagnement : le programme du Papel a développé des volets d'encadrement et de formation des éleveurs, de crédit, d'hydraulique pastorale, de recherche d'accompagnement et de réhabilitation des services de l'élevage.

- 31 Lors de la première phase d'implantation des UP, l'équipe du Papel a enregistré une demande prioritaire d'infrastructures hydrauliques de la part des populations pastorales. Le Papel s'est attelé à cette tâche pour pallier à la vétusté et à l'insuffisance des ouvrages d'eau. Durant cette phase plutôt technique, la participation des populations locales n'a pas semblé nécessaire. Par ailleurs, la demande de forages était tellement forte qu'une fois relativement satisfaite, il y a eu une désaffection de ces populations qui ne se sont pas autant intéressées à l'implantation de structures d'appui comme les pharmacies vétérinaires et les magasins de compléments alimentaires. Faute de compétences de base pour la gestion de ces structures d'appui, la plupart d'entre elles se sont retrouvées en cessation d'activité. C'est ce qui a motivé l'équipe du Papel à infléchir son action vers l'encadrement et la formation des éleveurs. Cette situation est prise en considération lors de la mise en œuvre de la seconde phase qui prévoit le renforcement des capacités des acteurs dans les 10 premières UP et l'implantation de 10 autres. Ces dernières ont été choisies en fonction d'un certain nombre de critères laissant une forte autonomie d'organisation et de gestion aux populations concernées. Une pondération importante est accordée au critère de contiguïté, pour asseoir une certaine forme de continuité et de cohérence géographiques préalables à des coordinations inter UP. A partir de 33 sites initialement proposés par un groupe d'agents chefs de postes vétérinaires, le critère de contiguïté a imposé un premier « écrémage » aboutissant à la sélection de 18 sites. Ces 18 sites présélectionnés ont été soumis à des critères dits « socioéconomiques » (4 au total notés chacun sur 25), hydrauliques (5 dont le premier noté sur 40 et les autres sur 15) et de gestion des ressources naturelles (5 notés chacun sur 20). Le critère de contiguïté a été considéré à nouveau et noté sur 200 points. Au total, chacun de ces sites a été évalué sur un total de 500 points à partir d'un guide d'entretien administré par l'équipe pluridisciplinaire du Papel. C'est sur cette base de notation que les 10 nouvelles UP supplémentaires ont été retenues.
- 32 Il existe de nombreux outils de pilotage des UP parmi lesquels des plans de gestion et diverses cartes (cartes de base, cartes des secteurs, cartes morphopédologiques, cartes de synthèse, cartes d'occupation des sols, cartes des formations pastorales) (Kâ, 2000). Pour exemple, les plans de gestion sont des documents élaborés avec les différents acteurs pour récapituler les objectifs et tâches assignés à chacun dans les UP divisées en plusieurs secteurs. Ils prévoient les dispositions applicables à chacun des secteurs de l'UP. Leur mise en œuvre avait été prévue dès la première phase mais n'a effectivement démarré que lors de la seconde phase.
- 33 Le schéma des UP a le mérite d'avoir voulu instaurer de la gestion et de l'intervention publique dans une région désinvestie par l'Etat et ce, suivant une voie médiane pragmatique. Cependant, le risque actuel selon nous serait de franchir un cap en généralisant systématiquement ce schéma sur le territoire, dans un contexte politique défavorable : d'une part, la transhumance est évoquée comme devant être « sécurisée, c'est-à-dire réduite à l'intérieur des limites d'une l'UP », en dépit des contraintes et des

réalités évoquées plus haut, d'autre part on assiste dans la zone à un accaparement privatif des ressources en eau qui n'a de communautaire que le fait d'exclure ou de discriminer les transhumants non résidents localement.

### 3. Pertinence de la généralisation des UP à l'aune de la nécessaire mobilité des pasteurs

- 34 Quelles sont la cohérence et la pertinence de la généralisation systématique d'un tel outil d'organisation dans l'environnement incertain du Ferlo ? Répondre à cette question exige de prendre en considération la diversité des milieux et des contextes, les politiques économiques, la nécessaire gestion des incertitudes et enfin, l'aspect réellement participatif du projet.
- 35 Les efforts d'application de plans génériques, qu'ils soient techniques ou organisationnels, ont prouvé leur inefficacité au Sahel (Scoones, 1999). Or avec la deuxième phase du PAPEL et plus encore le projet technique sectoriel appelé NISDEL, il est prévu de généraliser à terme le schéma des UP sur la totalité de la zone sylvopastorale. Les objectifs du PAPEL pour la zone sylvo-pastorale visaient à améliorer et à renforcer la gestion des ressources pastorales. Mais les formes précises de ce développement, ses schémas sous-jacents ne sont pas explicites : s'agit-il d'inciter les éleveurs à « déstocker » ? De limiter l'accès de la zone aux transhumants extérieurs ? Le renforcement de la gestion aboutit-il à une privatisation ? Ou à institutionnaliser la gestion commune ?
- 36 La seconde limite provient des développements récents de la vision politique sectorielle fondés sur l'expérience du PAPEL et qui modifient profondément sa portée originelle. L'enjeu déclaré de la politique sectorielle au Sénégal est de faire de l'élevage pastoral le « vivier du dispositif » de modernisation « accélérée » de l'élevage et de « sécuriser la transhumance », c'est-à-dire de la confiner aux limites d'une UP. De plus on peut s'interroger sur le réel objectif de sécuriser le pastoralisme dans un cadre politique d'intervention qui qualifie, dans le même temps, l'exploitation actuelle du domaine pastoral d'« anarchique et irrationnelle » (Ancey et Monas, 2005).

#### 3.1 L'ancrage des UP sur le terrain.

- 37 Prenant au mot l'argument du caractère participatif du projet, nous avons voulu vérifier la manière dont les UP ont pris corps dans le paysage pastoral à partir des perceptions d'usagers interrogés.
- 38 Notre démarche a été de procéder à des entretiens réalisés avec des pasteurs au sein de trois unités pastorales (Vélingara, Téssékéré et Thiel), situées dans la zone sahélienne au Nord-Est du Sénégal. Des répondants du Papel présents sur le terrain ont également été interviewés. L'ensemble de ces sites ont été sélectionnés pour leur accessibilité, la durée d'application de leurs plans de gestion et la variété de leurs moyennes pluviométriques. En effet, Thiel et Vélingara sont situés au sud de la zone sahélienne, proche du front arachidier. Ce sont des terroirs à vocation agro pastorale, qui connaissent une pluviosité de l'ordre de 450 mm par an. Ces deux sites sont des passages obligés pour les transhumants venant du Nord et se rendant sur les pâturages abondants du Saloum plus au Sud. En hivernage, ils accueillent les éleveurs sérères du Saloum qui remontent vers le

Nord afin de laisser la place aux cultures. Ainsi, cette affluence de transhumants nous permet de répondre aux questions du règlement des conflits et de l'hypothèse d'une dégradation des conditions d'accès aux zones organisées en UP.

- 39 Situé à environ 100 km plus au Nord, Tésékéré connaît une pluviosité plus faible, la moyenne interannuelle entre 1977 et 1991 est de 266 mm. Dans cette zone plus sèche, nous anticipons des résultats plus visibles, notamment en termes d'augmentation des pâturages et de diminution des départs en transhumance. A l'exception de quelques champs de cases, les activités y sont exclusivement pastorales. De plus, son président est également président des présidents d'UP, ce qui nous permettait d'avoir une opinion d'un acteur important du dispositif des UP.
- 40 L'analyse des entretiens ne vise pas à la couverture statistique du type de celle d'un sondage de satisfaction. La question était plutôt de comprendre comment se construit le discours des usagers, à travers le recoupement de leurs déclarations de principe, des expériences rapportées et des pratiques, au regard des avatars des UP.
- 41 Globalement, le discours des agents partenaires du Papel rencontrés sur les terrains est que l'action du projet devait être une phase de lancement d'un processus dont la finalité est l'autonomisation complète des activités. Que ce soit dans la gestion des comptes du forage ou celle des ressources naturelles, le PAPEL devait limiter son rôle au soutien dans l'organisation de nouvelles règles. Aussi, la réussite du projet consisterait à voir l'Etat se désengager de la zone pour limiter son action à des interventions ponctuelles. En cela, le projet est fidèle aux grandes orientations définies pour l'ensemble du secteur agricole, extrêmement ambitieuses en réalité, si on considère qu'il s'agit à la fois de créer des règles et de rendre celles-ci autonomes en quelques années. Or paradoxalement, le projet a marqué dans sa première phase le retour des interventions publiques dans la zone.
- 42 Bien que le choix des grandes lignes provienne du Papel, le plan de gestion est entièrement rediscuté avec les représentants des éleveurs. Tous les acteurs rencontrés ont reconnu qu'ils ont été associés au processus de négociation et de rédaction du plan de gestion. Les responsables de secteurs sont nommés par les chefs de campement (jom galle). Des discussions informelles nous ont appris que les responsables se comptent souvent parmi les éleveurs les plus aisés. Le discours des acteurs est assez consensuel lorsqu'il s'agit de juger du degré d'application du plan de gestion. La très grande majorité des personnes interrogées, quel que soit leur statut, en a une bonne connaissance. La plupart des éleveurs nous ont dit avoir participé aux « causeries » précédant la rédaction et la mise en place des plans de gestions. Tous nous ont décrit, avec beaucoup de détails, son contenu mais ont également justifié chacune des actions entreprises. Ainsi, il nous a semblé que cette connaissance de la finalité des actions menées relevait non seulement d'un effort de sensibilisation mais également d'un diagnostic réalisé par les éleveurs eux-mêmes. Toutefois, si beaucoup nous ont dit que les éleveurs de l'UP appliquaient rigoureusement le plan, ils étaient tout aussi nombreux à accuser les transhumants de ne pas se plier aux règles. Ce point soulève la question importante du statut légal du plan de gestion et de la légitimité des éleveurs à faire appliquer les règles.
- 43 Les enquêtes montrent également que les intervenants ont su tenir compte des réalités, en assouplissant les textes génériques des plans locaux de gestion : les textes génériques distinguaient pâturages d'hivernage, avec points d'eau temporaires, et pâturages de début et de fin de saison sèche ; mais il n'en est plus question dans les plans de gestion locaux. Ce mode de distinction entre les pâturages semblait être la meilleure base théorique de « gestion rationnelle » des ressources, condition nécessaire et suffisante

pour réduire l'amplitude de la transhumance. Cependant, d'après nos entretiens, elle n'existe nulle part. Les règles élaborées dans les UP se sont donc adaptées de manière pragmatique aux pratiques locales, au prix d'un écart avec la norme générale du projet.

- 44 Sous d'autres aspects, les règles d'accès aux ressources naturelles existent essentiellement sous forme de symboles, d'ailleurs diversement interprétés. Ainsi, la pose des panneaux notifiant les interdictions autour des mares est toujours citée comme une grande réalisation de l'UP. S'ils donnent un aspect légal à la règle, ces panneaux ne sont pas toujours lus et respectés d'autant plus qu'ils s'adressent essentiellement à une population majoritairement illettrée. Il convient de noter que des efforts louables ont été menés en matière de traduction en langue locale et de communication sous forme de pictogrammes. On nous a également cité de nombreux cas où les transhumants mécontents de cette « privatisation » de la brousse avaient déplanté les panneaux. Certains se retrouvent finalement dans les concessions des éleveurs autochtones. Nous noterons que les couloirs d'accès aux mares protégées n'existent quasiment nulle part. Un autre problème vient de l'implantation des panneaux interdisant l'accès aux mares pour éviter les problèmes de souillure. Certains d'entre eux ont été plantés sans tenir compte des bassins versants des mares et donc des flux d'eau (Diémé, 2005).

### 3.2 Limites de l'application des schémas d'UP.

- 45 L'application des schémas d'UP se heurte à une limite plus radicale : le départ en transhumance des responsables de secteurs. Ce fait constaté effrite la crédibilité des discours généraux sur l'adhésion aux principes et aux pratiques des plans de gestion.
- 46 Sur un point important, au-delà de la rhétorique prudente adressée à des intervenants toujours susceptibles d'apporter quelque bénéfice, les pratiques confirment les entretiens : la priorité des éleveurs s'adressant à un intervenant identifié comme un investisseur potentiel est la requête d'une ressource en eau disponible et accessible. Durant la première phase du Papel, la réalisation ou la réhabilitation des infrastructures avait précédé les formations et les sensibilisations sur la gestion des ressources naturelles. Des agents partenaires du Papel rencontrés sur le terrain évoquent le manque de motivation des populations à modifier leur forme traditionnelle d'organisation. Ils expliquent notamment ce désintérêt par la satisfaction apportée par les forages. Considérant le problème d'eau comme central, une fois celui-ci résolu, il semble que les éleveurs aient considéré l'action de l'Etat comme suffisante et n'ont pas ressenti le besoin de s'organiser selon les modalités prévues par le plan de gestion. Certains de ces agents nous ont même précisé que nombre d'acteurs s'étaient montrés réticents à modifier leurs pratiques, la seule intervention étatique qui leur semblait légitime étant la fourniture d'infrastructures. Pour le reste, les comités de gestion des forages tendent à une appropriation de fait sinon de droit de l'accès au forage, en régulant les tarifs de manière subtile entre les usagers. En ce sens, l'implantation des unités pastorale aura effectivement répondu à l'objectif de « créer de l'institution ».
- 47 Enfin, les UP ont pris corps localement, dans les zones méridionales d'accueil et de passage, outre les investissements et les notions introduites localement, en donnant consistance et point d'appui à un discours « d'autochtones » (en fait les résidents les plus anciens) qui impute aisément aux transhumants non résidents la responsabilité des mauvaises pratiques. C'est un effet pervers de la gestion de terroirs en milieu pastoral,

qui sous couvert d'une gestion durable et participative des ressources, risque de se transformer en outil d'exclusion des pasteurs transhumants ou nomades (Marty, 1993).

- 48 La situation pastorale ne s'améliorera pas avec des règles supplémentaires créées en dehors de la légalité. Les UP résultent d'une intervention institutionnelle et d'aménagement, en dehors du cadre législatif : comités, secteurs de l'UP. Dans cette situation, les citoyens, les élus locaux ou les tenants du pouvoir local ont tout loisir de ne plus « jouer le jeu » du projet dès lors que celui-ci contredit leurs intérêts. Cela s'est passé dans la localité Rewane avec le ndiguel (mot d'ordre) du marabout en titre, à l'encontre d'un projet qui ne répondait pas à ses attentes personnelles. A Thiel, le mandat des élus locaux d'attribuer des parcelles a pu remettre en cause l'organisation des parcours locaux en secteurs. Les comités mis en place par le projet en dehors de tout mandat électif ou administratif n'ont pas d'autorité légitime pour exercer, sinon un contre-pouvoir, au moins une instance de dialogue avec le Conseil rural. Le plan de gestion tient sa légitimité de la signature du président du conseil rural, or celle-ci n'a pas de valeur juridique, la CR n'étant qu'un organe exécutif, et non délibératoire. L'autorité subsidiaire demeure au niveau du sous-préfet.

## Conclusion

- 49 Les investissements hydrauliques opérés dans la région pastorale du Ferlo dans les années 90 ont suivi plusieurs vagues d'intervention et de retrait de la politique sectorielle depuis les années 50. A chaque changement du contexte, les pasteurs ont adapté leurs usages des ressources, des techniques et de la mobilité, à travers l'orientation des parcours de transhumance. Les règles instituées par le dernier projet d'Etat en date ont eu des fortunes diverses : si la distinction des pâturages et les règles d'accès aux mares restent localement lettre morte, l'institution des comités de gestion de forages a des impacts certains sur le coût de l'eau pour les usagers résidents et les transhumants. Enfin, la création des UP a créé localement une forme de référence qui ne contraint pas toutes les pratiques pastorales et n'a pas force de loi mais qui peut servir à focaliser des interventions diverses (alphabétisation, appui technique) et à négocier l'accès des transhumants non résidents.
- 50 Les expériences recensées dans la bibliographie et les enquêtes sur le terrain laissent penser que le renouvellement du projet dans une deuxième phase et l'extension du schéma des UP dans un modèle général d'encadrement de l'élevage pastoral, tiennent plus d'un fonctionnement institutionnel auto-reproduit que d'une réelle analyse des conditions du pastoralisme dans la région ou des impacts de la création des UP. En effet, la généralisation du modèle d'UP dans des zones arides de départ massif en transhumance ne correspond pas aux contraintes locales que les éleveurs supportent pour assurer la viabilité de leur élevage. Si l'élaboration des UP apparaît comme une tentative intéressante de régulation de la mobilité à travers la gestion des ressources, l'élargir systématiquement et comme unique référence à l'ensemble de la zone sylvo-pastorale reviendrait à ignorer l'hétérogénéité des conditions de l'activité pastorale, à négliger les risques accrus par un contexte politique où la compétition foncière et le privilège accordé à l'intensification défavorisent l'élevage pastoral, et enfin à oublier les mises en garde contre les risques d'exclusion des transhumants.

## BIBLIOGRAPHIE

- Ancey V., Monas G., 2005, Le pastoralisme au Sénégal entre politique « moderne » et gestion des risques par les pasteurs, *Revue Tiers Monde*, t. XLVI, n° 184, octobre-décembre 2005, pp. 761-83
- Argyris C., Schön D., 2002, « Apprentissage organisationnel : théorie, méthode, pratique, trad ». 1ère édition américaine par Baland J-M, Platteau J-P., 1997, *Wealth inequality and efficiency in the Commons. Part I: the unregulated case*, Oxford Economic Papers 49, pp 415-482.
- Baland J-M, Platteau J-P., 1998. *Wealth inequality and efficiency in the Commons. Part II: the regulated case*, Oxford Economic Papers 50, pp 1-22.
- Barral H., 1982, *Le Ferlo des forages: gestion ancienne et actuelle de l'espace pastoral*, Dakar: Orstom, 85 p.
- Behnke R, & Scoones, I., 1993. "Rethinking Range Ecology: implications for rangeland management in Africa". In *range Ecology at disequilibrium. New models of natural variability and pastoral adaptation in African savannas*. Overseas Development Institute (ODI) London. 248 p.
- Coriat B., Weinstein O., 1995, *Les nouvelles théories de l'entreprise*, Le Livre de Poche, pp. 120-1.
- Diao A., 2001, *Dynamiques socio-économiques du pastoralisme dans le Ferlo*, Mémoire de fin d'étude, ingénieur ENEA / PPZS, Dakar, 74 p. + annexes
- Diémé G., *Gestion des ressources en eau dans le Ferlo : le cas de la mare d'Asré Bani dans la communauté rurale de*, Mémoire de DEA, Dakar : Université Cheikh Anta Diop / PPZS, Faculté des lettres et sciences humaines, 58 p.
- Diouf A., 2000, *Analyse du paysage et de l'exploitation des pâturages dans l'unité pastorale de Thiel (Ferlo)*, Mémoire PPZS, DEA Géographie Université Cheikh Anta Diop de Dakar, 66 p.
- Dupire M., 1957, « Les forages dans l'économie peul », in M. Grosmaire, *Éléments de politique sylvo-pastorale au Sahel sénégalais*, fasc. 14, pp. 19-24
- Dupire M., 1970, *Organisation sociale des Peul. Etude d'ethnographie comparée*, Thèse principale, Faculté des lettres, Paris, Paris, Plon : 624 p. + 8 planches photographiques
- Dupuy J. P. Eymard-Duvernay F., Favereau O., Orléan A., Salais R., Thévenot L., 1989, « Introduction », *Revue Economique*, N° spécial « Economie des Conventions », 40 (2), Mars, pp. 141-5
- Ellis J. E., Swift D. M., 1988, "Stability of African pastoral ecosystems: alternate paradigms and implications for development", *Journal of Range Management* 41: 450-459.
- Ellis J., 1999, « La variabilité climatique et la dynamique des écosystèmes complexes : implications pour le développement pastoral », in Ian Scoones Dir., *Nouvelles orientations du développement pastoral en Afrique. Un environnement incertain*, Coédition CTA/Karthala, pp. 74-89
- Faye M., 2001, « La gestion communautaire des ressources pastorales du Ferlo sénégalais : l'expérience du projet d'appui à l'élevage », in *Elevage et gestion des parcours au Sahel, implications pour le développement*, E. Tielkes, E. Schlecht et P. Hiernaux (Editeurs), Allemagne, Stuttgart, pp. 165-72.
- Fiol C. M., Lyles M. A. (1985), « Organizational learning », *Academy of Management Review*, vol. 10, n° 4, pp. 803-13.



- Grenier P., 1957, *Rapport de mission dans la région du Ferlo*, Service de l'hydraulique de l'AOF, Dakar.
- Hardin G., 1968, *The Tragedy of the Commons*, Science, 162: 1243-8
- Huber G. P. (1991), « Organizational learning: the contributing processes and the literatures », *Organization Science*, vol. 2, n° 1, February, pp. 88-115
- Kâ A., 2000, La gestion des ressources pastorales par télédétection et SIG : l'expérience du Centre de Suivi Ecologique dans le suivi des Unités Pastorales au Sénégal, Actes du Colloque "Les techniques de l'information spatiale et de l'épidémiologie : des outils utiles pour planifier un développement intégré de l'élevage en Afrique Occidentale", Burkina Faso :Bobo Dioulasso, 7 au 9 mars 2000, 13 p.
- Koenig G. (1994), « L'apprentissage organisationnel : repérage des lieux », *Revue Française de Gestion*, January-February, pp. 76-83
- Leibenstein H., 1982, "The "Prisoners' Dilemma in the Invisible Hand: An Analysis of Intrafirm Productivity", *American Economic Review*, 72 (2), May: 92-7
- Levitt B., March J. G., Organizational learning, *Annual Review of Sociology*, pp. 319--40
- Marty A., 1993, « La gestion des terroirs et les éleveurs : un outil d'exclusion ou de négociation ? », *Revue Tiers-Monde*, XXXIV, N° 134, avril-juin, pp. 327-44
- Midler C., 1994, « Evolution des règles de gestion et processus d'apprentissage », in A. Orléan, *Analyse économique des conventions*, Edition Quadriga, février, 2004, p. 364
- Niamir-Fuller M., 1998, *Un bref aperçu sur l'évolution de l'approche au développement pastoral en Afrique*, PNUD UNSO, 17 p.
- Orléan A., 2004, *Analyse économique des conventions*, 2ème édition Quadriga, Février, 435 p.
- Ostrom, E., 1990, *Governing the commons: the evolution of institutions for collective action*, New York: Cambridge University Press.
- Papel, 2005, *Rapport de synthèse sur le choix des nouvelles unités pastorales*, octobre, 70 p.
- Perrier G., 1999, « Nouvelles orientations dans la gestion des parcours en Afrique », in Ian Scoones Dir., *Nouvelles orientations du développement pastoral en Afrique. Un environnement incertain*, Coédition CTA/Karthala, pp. 91-109
- Pointing J., Joekes S., 1991, *Les femmes dans les sociétés pastorales d'Afrique Orientale et Occidentale*, London : IIED, Drylands Network Programme Issues Paper, 30 p.
- Pouillon F., 1990, « Sur la « stagnation » technique chez les pasteurs nomades : Les Peul du Nord-Sénégal entre l'économie politique et l'histoire contemporaine », *Cahiers des Sciences Humaines*, 26 (1-2), pp. 173-92
- Scoones I., 1999, Les nouvelles orientations du développement pastoral en Afrique, in Ian Scoones Dir., *Nouvelles orientations du développement pastoral en Afrique. Un environnement incertain*, Coédition CTA/Karthala, pp. 17-73
- Scoones I., 1999, *Nouvelles orientations du développement pastoral en Afrique. Vivre dans un environnement incertain*, Editions Karthala et CTA, Londres, 362 p.
- Sutter J., 1987, *Cattle and inequality: Herd size differences and pastoral production among the Fulani of Northeastern Senegal*, Africa, 57 (2), pp. 196-218
- Sy O., 2003, *Dynamique des ressources en eau et évolution de la mobilité pastorale en zone sylvopastorale*, Thèse de doctorat, Dakar : Université Cheikh Anta Diop, Faculté des sciences et techniques, Institut des sciences de l'environnement, 186 p..

Thebaud B., 2002, *Foncier pastoral et gestion de l'espace au Sahel. Peuls du Niger oriental et du Yagha burkinabé*, Karthala. 306 p.

Thebaud B., Grell H., Miede S., 1995, *Vers une reconnaissance de l'efficacité pastorale traditionnelle : les leçons d'une expérience de pâturage contrôlé dans le nord du Sénégal*, Londres, IIED, Issue Paper / Drylands Programme, Paper no. 55, 33 p.

Touré O., Arpaillange J., 1986, *Peul du Ferlo*, Paris : L'Harmattan, 77 p.

Tourrand J.F., 1993, *L'élevage dans la révolution agricole au Waalo, ruptures et continuité*, Thèse d'Etat, Université Paris XII, Paris Val de Marne - Créteil, CIRAD-EMVT, ISRA, 416 p.

Westoby, M., B. Walker, and I. Noy-Meir, 1989, "Opportunistic management of rangelands not at equilibrium", *Journal of Range Management*, 42: 266-274

Young P., 1993, "The Evolution of Conventions", *Econometrica*, 61 (1), January, pp. 57-84

Young P., 1998, "The Economics of Convention", *Journal of Economic Perspectives*, 10 (2), Spring, pp. 105-22

## NOTES

1. Pour une analyse plus approfondie de l'apprentissage organisationnel, se reporter aux travaux de Argyris et Schön (2002), Levitt et March (1988), Koenig (1994), Huber (1991), Fiol et Lyles (1985).

2. Cet objectif principal se décline en objectifs parfois sectoriels, parfois très généraux : renforcement de la sécurité alimentaire, réduction des importations sénégalaises en produits animaux, mise en œuvre de dispositifs de lutte contre la pauvreté, accroissement de la production de lait et de viande et augmentation des revenus des professionnels de l'élevage.

## RÉSUMÉS

Au Ferlo (Sahel sénégalais), la durabilité de l'élevage pastoral repose sur la diversité et la flexibilité des régimes de mobilité. Depuis les années 90, le Projet d'Appui à l'Elevage (PAPEL) intervient dans la zone pour organiser la gestion des ressources naturelles à l'échelle des unités pastorales (UP), avec l'objectif affiché d'assurer le contrôle et la durabilité de cette activité.

Nous avons tenté d'évaluer la pertinence de la généralisation de ce projet d'envergure à l'aune des caractéristiques propres au pastoralisme, dorénavant reconnu comme la meilleure forme de mise en valeur dans l'environnement incertain du Ferlo. Même si les unités pastorales de gestion des ressources ont prouvé leur intérêt dans plusieurs cas de la première phase du projet en zone pastorale, il semble que dans le contexte sénégalais actuel de politique sectorielle agricole, et d'accaparement privé des ressources foncières, la généralisation systématique du schéma des UP sur tout le territoire risquerait plutôt de menacer la durabilité de la mobilité pastorale.

In Ferlo (Senegalese Sahel), the sustainability of the livestock farming depends on the diversity and the flexibility of the regulations of mobility. Since the 90s, the PAPEL (Senegalese Support Project for Livestock) has intervened in the area in order to manage the natural resources on the

scale of the pastoral units (UP) with the declared objective to ensure the control and the sustainability of this activity.

We tried to estimate the relevance of the general implementation of this large-scale project by the yardstick of the characteristics peculiar to Pastoralism, henceforth known as the best valorisation form in the uncertain environment of Ferlo. Even if the pastoral units as tools of the natural resource management have demonstrated their interest in many cases of the first stage of the project in the pastoral area, it seems that, in the present Senegalese context of the agricultural and land sectoral policy of private monopolizing of resources, the systematic general implementation of the pattern of pastoral units throughout the whole country would be likely to threaten the sustainability of the pastoral mobility.

## INDEX

**Keywords :** sustainable development, Sahel, pastoralism, mobility, pastoral units

**Mots-clés :** développement durable, Sahel, pastoralisme, mobilité, unités pastorales

## AUTEURS

### ABDRAHMANE WANE

Abdrahmane Wane est économiste, docteur en économie du développement de l'université Paris 9-Dauphine et chercheur au CIRAD depuis novembre 2004 lorsqu'il rejoint et l'équipe pluridisciplinaire du Pôle Pastoral Zones Sèches (PPZS). L'URP PPZS réunit le CIRAD et quatre instituts sénégalais de recherche-développement autour de la thématique commune du pastoralisme au Ferlo. Le PPZS étudie et argumente auprès des décideurs et de la communauté scientifique, les conditions de durabilité des systèmes pastoraux en zones sèches. Dans ce cadre, A. Wane effectue des recherches sur la manière d'évaluer économiquement les apports actuels des pasteurs du Ferlo à l'économie nationale et à l'environnement écologique. Parmi ses missions d'expertise, la plus récente consiste à déterminer pour le compte de l'UICN, les tendances générales de l'économie du pastoralisme dans les pays de l'UEMOA.

awane@cirad.fr s\_wane2002@yahoo.fr

Téléphone : 00 221 832 56 15 (bureau)

### VÉRONIQUE ANCEY

Véronique Ancey est chercheur au CIRAD et travaille depuis plus de 10 ans sur les questions socio-économiques du pastoralisme. Après une thèse à l'EHESS en socio-économie du développement et une période d'enseignement de deux ans au Centre d'Observation des Economies Africaines de l'IUT d'Orsay, elle a rejoint, depuis 1999, au CIRAD, l'équipe du Pôle Pastoral Zones sèches (PPZS). Dans ce cadre, elle poursuit des travaux sur l'accès aux ressources et le suivi de la vulnérabilité des populations pastorales. Elle a effectué de nombreuses missions d'expertises dont la plus récente a porté sur l'évaluation d'une des actions du Programme Alimentaire Mondial (PAM) lors de la crise alimentaire au Niger.

ancey@cirad.fr

Téléphone : 00 221 832 56 15 (bureau)

### BASILE GROSDIDIER

Basile Grosdidier, dans le cadre de son Master 2 en développement durable de l'université Paris 11-Orsay, a effectué au sein du PPZS, un stage de validation du 27 avril au 2 septembre 2005, sur

le thème des politiques d'élevage du Sénégal face aux réalités pastorales.

Basile.grosdidier@wanadoo.fr

LNERV-PPZS / CIRAD-EMVT, BP 2057 Hann Dakar Sénégal, Tél. 00 221 832 56 15 (bureau) 00 221 412 60 29 (portable)